

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

A deux semaines du sommet de Copenhague, les chances de parvenir à un accord d'envergure et contraignant demeurent toujours aussi incertaines: défaitisme européen, immobilisme américain, et opposition asiatique noircissent le tableau face aux engagements russes et brésiliens. Devra-t-on attendre le COP16 de décembre 2010 à Mexico pour voir naître un accord international conséquent?

Du nouveau dans les engagements internationaux pour le climat ? (1)

Inattendu: la Russie s'engage à réduire ses émissions de 20 à 25% d'ici 2020

La Russie a annoncé la semaine dernière, de manière inattendue, une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20 à 25% d'ici 2020, par référence à 1990. Elle a ainsi considérablement augmenté le niveau qu'elle s'engageait jusque là à atteindre (10-15%), et ce, un mois avant la conférence sur le changement climatique. Cet engagement est en dessous des 20-30% proposés par les 27 Etats de l'Union Européenne mais cela s'explique par le fait que l'augmentation des émissions de CO2 en Russie devra se poursuivre au-delà de la prochaine décennie car l'industrie soviétique s'est effondrée en 1990 et doit, à l'heure actuelle encore, être reconstruite.

Arborant un écusson sur lequel est inscrit « 2°C » sur son revers -le niveau de température qui, d'après les scientifiques, ne doit pas être dépassé si l'on veut éviter un désastre climatique- le Président russe Dimitry Medvedev, selon lequel la Russie a pris la menace du changement climatique très au sérieux, a annoncé qu'il souhaite continuer d'œuvrer pour la réduction des émissions.

N'oublions pas que la Russie est l'un des plus importants émetteurs de CO2, et que dès lors, le pays a un rôle important à jouer si la planète veut parvenir à un accord sur le climat à Copenhague. Le Premier ministre Vladimir Poutine a affirmé que la Russie voulait s'engager activement dans la lutte internationale contre le changement climatique et les autres problèmes environnementaux. « Notre pays a d'abondantes ressources naturelles, ce qui va de pair avec une responsabilité spéciale de maintenir un équilibre écologique au niveau de la planète », a ajouté Poutine. « Nous avons franchi le premier pas vers une 'économie verte' et un développement durable ».

Pour plus d'informations: <http://en.cop15.dk/news/view+news?newsid=2633>

Une implication de l'Afrique du Sud en demi-teinte pour la Conférence de Copenhague

Malgré une prise de conscience du changement climatique, l'Afrique du Sud, comme nombre de pays émergents, préfère se concentrer sur le développement économique du pays. Et même si le gouvernement envisage de réduire progressivement ses émissions de gaz à effet de serre (GES), les mesures législatives et fiscales nécessaires pour parvenir à cet objectif ne seront pas prises avant 2012.

Actuellement, la priorité du gouvernement demeure la croissance économique du pays, croissance qui serait freinée si le pays se voyait imposer des mesures de réduction des émissions de GES. Le principal problème vient de la forte dépendance du pays au charbon, qui est à l'origine de pas moins de la moitié des émissions de GES en Afrique du Sud. Compte-tenu du prix relativement faible du charbon, l'investissement dans les énergies renouvelables n'est pas vraiment attractif et rentable, notamment dans le contexte de la croissance économique. Ainsi, le Ministère de l'Energie est encore assez réticent à soutenir des projets recourant aux énergies renouvelables, qui pourraient néanmoins se développer avec la demande de plus en plus importante en énergie.

De leur côté, si les entreprises Sud-Africaines semblent prendre conscience du phénomène climatique, cette prise de conscience est inégale suivant le secteur d'activité, comme le soulignent les résultats du Carbon Disclosure Project, enquête internationale sur les émissions de GES des entreprises, menée pour le compte de la « National Business Initiative ». Etonnamment, ce sont les secteurs qui sont à l'origine des émissions les plus importantes qui se montrent les plus coopératifs et concernés, en engageant des planifications transparentes de réduction des émissions de GES.

Pour plus d'informations:

http://www.novethic.fr/novethic/planete/environnement/climat/copenhague_engagement_mitiqe_afrique_sud/122129.jsp

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Du nouveau dans les engagements internationaux pour le climat ? (2)

Focus sur les objectifs japonais

Alors que les projecteurs sont braqués vers les gros pollueurs tels que les Etats-Unis ou la Chine, d'autres pays de plus petite taille auront également un rôle déterminant dans la lutte contre le réchauffement climatique, c'est le cas du Japon. Avec ses 128 millions d'habitants, c'est le cinquième plus gros émetteur de GES (4,6% du total des émissions), il était donc temps de faire le point sur ses objectifs en vue du sommet de Copenhague.

Quels sont-ils ? Ils ont été revus à la hausse depuis le changement de gouvernement qui a eu lieu en septembre dernier : M. Hatoyama, le nouveau premier ministre, s'est engagé à atteindre une réduction de 25% de émissions de GES d'ici à 2020 par rapport à 1990. Un objectif ambitieux qui se couple avec une nouvelle ligne adoptée par le nouveau gouvernement, à savoir celle du « contraction et convergence », qui met l'accent sur le fait que les pays devant payer la facture climatique sont ceux dont la croissance économique a profité jusqu'ici de la consommation d'énergie, en grande quantité responsable de l'augmentation des émissions de GES. Cela devrait se traduire par une aide technologique soutenue aux pays moins développés afin que la lutte contre le changement climatique ne se fasse pas au prix d'un frein à leur croissance économique.

La volonté de M. Hatoyama de faire du Japon un pays dans l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique est donc claire, cependant des voix s'élèvent dans l'opposition et dénoncent le « show diplomatique » des nouveaux dirigeants qui fixeraient des objectifs irréalistes et intenable pour l'économie japonaise.

Pour plus d'informations: http://www.actu-environnement.com/ae/news/reduction_emission_japon_8719.php4

Quand les artistes s'en mêlent...

• Une exposition pour se rappeler la beauté du monde avant qu'elle ne disparaisse...

La place Kongens Nytorv, à Copenhague, se fait l'hôte d'une exposition photos en extérieur et gratuite montrant 100 lieux dans le monde menacés de disparition au cours des prochaines années, à cause du changement climatique et de l'activité humaine. Chaque photo comporte une légende rappelant la beauté et l'unicité des lieux photographiés, ainsi que les menaces qui y pèsent. Une partie de l'exposition est dédiée à diverses solutions pour réduire les émissions de carbone, montrant que des petits changements de comportement dans notre vie de tous les jours seraient un grand pas pour le climat.

<http://www.newscientist.com/article/mg20427343.900-trees-in-far-north-provide-biggest-climate-benefit>

• Des souches d'arbres envahissent Trafalgar Square...

L'artiste Angela Palmer a eu l'idée d'une exposition toute particulière au pied de la colonne Nelson: exhiber des « arbres fantômes » pour faire prendre conscience de la réalité de la déforestation et de ses effets dramatiques sur notre environnement. La « Ghost Forest » qui vient de passer la semaine du 16 au 22 novembre 2009 à Trafalgar Square (Londres) prendra ensuite possession de la Thorvaldsens Plads, à Copenhague, pendant la Conférence des Nations Unies, du 7 au 18 décembre 2009. A la fin du sommet, Angela Palmer souhaite couper les souches en milliers de morceaux et les distribuer aux délégués pour le climat, comme des rappels incessants du changement climatique.

<http://www.ghostforest.org/>

• « Concert Climatique » au Zénith de Paris

Hier soir, dimanche 22 novembre 2009, le Zénith de Paris accueillait Zazie, Yannick Noah, Tryo et Bernard Lavilliers pour le tout premier « Concert Climatique ». L'idée est venue du groupe Tryo, de Greenpeace, et de plusieurs ONG. Un pas de plus pour l'appel « Ultimatum Climatique ».

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Des doutes quant aux résultats de Copenhague

Les derniers sommets internationaux: entraînement pour Copenhague ou occasions manquées de discussions fructueuses?

A moins d'un mois de la conférence à Copenhague, les leaders mondiaux multiplient les rencontres à haut niveau pour discuter des enjeux climatiques, sans qu'une position commune de réduction des émissions de GES ne semble probable.

La capitale danoise a réuni les ministres de l'environnement de 44 Etats le 16 novembre dernier, dans un ultime effort de coordination des différentes positions étatiques. Le projet d'« accord politique » élaboré par le premier ministre danois Lars Lokke Rasmussen, rassemble dans un document synthétique les enjeux principaux des négociations, notamment l'objectif de réduction des émissions de GES et un délai pour la conclusion d'un traité contraignant.

Cette réunion s'inscrit pourtant dans un cadre international plus qu'agité. D'une part, les Etats-Unis et la Chine ont annoncé lors du Sommet de Singapour, le 14 novembre, que selon eux, seule la conclusion d'un accord politique et sans effet juridique serait possible en décembre. Une déclaration qui rejoint les difficultés de la politique énergétique américaine et le retard dans le vote d'une loi fixant des obligations de réduction des émissions du pays.

A lire ou à écouter sur le même sujet :

- « Copenhague: parcours du combattant ou promenade de santé »

<http://blog.bio-ressources.com/go-to-copenhague/copenhague-parcours-de-combattant-ou-promenade-de-sante/>

- « Le grand rendez-vous avec Cécile Duflot », doutes des verts sur Copenhague

<http://www.europe1.fr/Radio/ecoute-podcasts/Emissions-weekend/Le-grand-rendez-vous/Le-Grand-Rendez-Vous-avec-Cecile-Duflot-15-11-09>

- « Copenhague: Oncle Sam donne la couleur »

<http://blog.bio-ressources.com/go-to-copenhague/copenhague-oncle-sam-donne-la-couleur/>

D'autre part, la France et le Brésil militent pour des engagements de réduction chiffrés pour tous les Etats. Et la Russie vient se joindre à la position de l'UE d'une lutte ambitieuse contre le réchauffement climatique, ce qui a été annoncé lors du vingtième sommet commun entre les deux parties.

A cette multitude de voix sur le cadre du futur accord se joignent les divergences entre les Etats industrialisés et les pays en voie de développement, quant au financement des mesures de lutte contre le réchauffement climatique de ces derniers. Les Etats développés, touchés par la crise financière, ne sont pas enclins à accorder une aide financière aux PVD, ce qui représente encore une difficulté pour les négociations.

Pourtant, la prise de conscience de l'importance d'une action commune est unanime et dépasse les seules raisons environnementales. Selon Ban Ki-moon lors de l'ouverture à Rome du sommet de la FAO sur la faim dans le monde, « Il ne peut y avoir de sécurité alimentaire sans sécurité climatique ». Les enjeux de Copenhague touchent d'une manière ou d'une autre toutes les sphères de la vie sociale. Dès lors, il ne faut pas oublier une autre actualité internationale inquiétante : le dépassement pour la première fois du seuil d'un milliard de personnes souffrant de la faim.

Est-ce que cette prise de conscience permettra au final la conclusion d'un accord solide ? Le contexte international rend toutes les hypothèses possibles...

Pour plus d'informations:

<http://fr.news.yahoo.com/4/20091116/tts-climat-reunion-ca02f96.html>,

<http://fr.euronews.net/2009/11/18/sommet-ue-russie-objectif-commun-sur-le-climat/>,

<http://fr.news.yahoo.com/4/20091116/tts-fao-sommet-ca02f96.html>

Go to Copenhagen

Avec les étudiants du master 2 GEDD

Feront-ils l'objet de discussions à Copenhague ?

Les femmes, la natalité et le climat

« L'effort à long terme nécessaire pour maintenir un bien-être collectif qui soit en équilibre avec l'atmosphère et le climat exigera en fin de compte des modes viables de consommation et de production, qui ne peuvent être atteints et maintenus que si la population mondiale ne dépasse pas un chiffre écologiquement viable. » *Face à monde qui change: les femmes, la population et le climat*, UNFPA, 2009.

En publiant son rapport sur l'état de la population mondiale en 2009 le 18 novembre dernier, l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) espère propulser les questions démographiques au cœur des débats à Copenhague. Car si la limitation des émissions de gaz à effet de serre et l'aide aux pays en développement sont des sujets essentiels, Thoraya Ahmed Obaid, directrice exécutive de l'UNFPA, souligne combien les effets des changements climatiques sur les femmes, les hommes, les garçons et les filles du monde entier sont, elles aussi, des questions fondamentales.

Tout en insistant sur le fait qu'il ne s'agisse pas de régler le nombre de naissances, l'UNFPA estime en effet que la lutte contre le changement climatique passe certes par un changement dans nos modes de consommation et de production, mais aussi par un ralentissement de la croissance démographique. L'agence de l'ONU parle donc « d'offrir un libre choix », en développant l'égalité des sexes, l'éducation des filles et le planning familial, ce qui aurait pour effet de diminuer durablement la natalité de 6 ou 7 enfants par femme à seulement 2 ou 3. Qu'en pensera-t-on à Copenhague ?

Pour télécharger le rapport de l'UNFPA: http://www.unfpa.org/swp/2009/fr/pdf/FR_SOWP09.pdf

Pour plus d'informations:

http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/11/18/limiter-les-naissances-un-remede-au-peril-climatique_1268626_3244.html#ens_id=1234881

http://www.environnement-online.com/presse/environnement/actualite_environnement-online_1670_RSS_EOL.asp

Quand les puits naturels de carbone peinent à remplir leur fonction

Il est un fait indéniable : de 2000 à 2008, les émissions mondiales de CO2 issues de la consommation d'énergies fossiles ont subi une augmentation de pas moins de 29%. Ce chiffre atteint 41% si l'on se base sur les émissions de 1990. À noter que les pays en développement émettent aujourd'hui davantage de gaz à effet de serre que leurs homologues qualifiés de « développés ».

Il n'est plus à démontrer que le GES, responsable en grande partie du changement climatique, se doit d'être au cœur des discussions lors du sommet de Copenhague qui aura lieu dans à peine plus de deux semaines. Cela est d'autant plus vrai que les puits naturels de carbone, que sont les océans et forêts, voient leur efficacité diminuer de manière notoire. Des études ont ainsi mis en évidence que la quantité des émissions humaines de CO2 demeurant dans l'atmosphère est passée de 40 à 45% au cours des cinquante dernières années, au détriment des puits naturels qui en absorbent une part de moins en moins importante.

Apparaît dès lors un phénomène supplémentaire, susceptible d'accélérer encore le processus de réchauffement climatique : celui de voir les capacités d'absorption des océans et forêts diminuer encore davantage.

Pour plus d'informations: <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/20091119.OBS8262/?xtmc=sommetdecopenhague&xtcr=15>

L'Édition

Ce flash vous a été présenté par les étudiants du master 2 « Gestion et droit des Energies renouvelables et du Développement Durable », de la Faculté de Droit de Strasbourg, et en partenariat avec l'ENGEES (Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg).

Ont participé à la rédaction de ce flash n°7: Aurore Mazurier, Charlotte Vincent-Genod, Christina Todorova, Corentin La Selve, Donika Plakolli, Héloïse Choquel, Joachim Spahn, Lucie Strecher, et Mamadou Guirassy.

Nous contacter et vous abonner:

gotocopenhagen.m2gedd@gmail.com

Nous lire:

<http://blog.bio-ressources.com/>

Master GEDD, faculté de droit de Strasbourg:

www.unistra.fr